

## Comment se fait-il que personne ne l'ait prévue<sup>1</sup> ?

« Considérer la crise comme une parenthèse qui sera bientôt refermée, faire comme si tout devait recommencer comme avant, se comporter comme avant, avec les mêmes critères, les mêmes méthodes, serait une erreur fatale. »

Nicolas Sarkozy<sup>2</sup>

« Demain, rien ne sera plus comme avant. » Drôle d'affirmation péremptoire, me direz-vous, de la part d'un journaliste qui n'est même pas un expert... La violence de la crise économique et l'impossibilité d'en prévoir précisément la fin ont été des révélateurs : il s'agit bien d'une crise d'un type nouveau qui ne répond à aucun des cycles économiques classiques de récession et de reprise. Kondratieff, Juglar, Kitchin et leurs théories de cycles économiques prévoyant la régularité de crises

---

1. Élisabeth II. Phrase rapportée par le *Financial Times* et prononcée à la London School of Economics en juin 2008.

2. Discours prononcé devant le Congrès réuni à Versailles, le 22 juin 2009.

du même type peuvent aller se rhabiller ! Car c'est la première particularité de la situation actuelle : on a voulu comparer cette crise à la grande dépression de 1929. Erreur ! C'était juste histoire de se rassurer ! Les repères, fussent-ils historiques, constituent les amers commodes sur lesquels le marin, en pleine tempête, fixe le regard pour garder le cap et se persuader que la terre est en vue.

En réalité, personne ne sait rien sur le moment où la reprise économique interviendra et permettra à la planète de souffler enfin. La nature humaine a horreur du vide. En matière de savoir, le vide équivaut à l'aveu des experts sur cette crise : ils ne savent rien ou pas grand-chose mais écrivent et parlent beaucoup... À la rentrée de septembre 2009, une belle poignée de nos économistes qui n'avaient rien vu venir de l'explosion de la bulle financière, nous assuraient que la reprise économique était pour la fin de l'année ! D'autres, au moins aussi nombreux, affirmaient que sitôt passés les effets des plans de relance et autres mesures sectorielles de soutien à l'industrie, la reprise retomberait comme un simple soufflet. Mais tous se sont tellement souvent trompés...

Nos « chers » experts occupent le terrain médiatico-politique à coups de livres ou de conférences. Certains pour rattraper le train de la crise en marche, d'autres pour nous diffuser leurs leçons académiques (le plus souvent basées sur des modèles économétriques caduques) censées

expliquer l'avenir économique et sociétal du monde ! Mais la macroéconomie classique s'est endormie depuis longtemps sur ses lauriers et sa gloire passés. Souvenirs de tant de jours, en une seule crise, effacés !

La science économique, science molle et inexacte par construction, n'explique plus guère aujourd'hui les soubresauts du capitalisme, car elle n'a pas su évoluer à la vitesse du gonflement de la bulle financière métamorphosée en baudruche méphistophélique ! Cette macroéconomie malaxée depuis des décennies par des économistes bloqués dans leurs certitudes a été supplantée par la mathématique financière et ses « apprentis sorciers », virtuoses du produit dérivé où l'analyse du théorème a remplacé depuis belle lurette l'analyse de l'économie réelle... La cécité coupable d'une partie de nos experts économistes ne vient-elle pas aussi du fait qu'un certain nombre, non négligeable, d'entre eux, travaillent pour des banques ou des fonds d'investissements, voire des *hedge funds*, par qui le scandale est arrivé ? Bref, comment être juge et partie dans un monde avide de justice expéditive où la raison du plus fort est désormais toujours la plus mauvaise ?

Le virtuel a pris le pas sur le réel. La première « injection massive » de cette drogue a été administrée au moment des valorisations boursières délirantes liées à la bulle Internet. Le nouveau siècle commençait à peine. Plus ces sociétés Internet, stars d'un jour ou d'un mois, accumulaient les pertes..., plus leur capitalisation

boursière s'envolait ! Nous ne pouvions pas comprendre, expliquaient en chœur les adeptes de la « secte Internet ». Il ne servait plus à rien d'essayer de calculer des PER (Price Earning Ratio). Tous ces ratios boursiers appartenaient à « l'ancienne économie ». La « nouvelle économie », elle, se lisait et s'appréciait en fonction des montagnes de pertes financières accumulées. Le délire !

Et puis, il y eut l'explosion des produits dérivés ! Des marges financières considérables. La seconde « injection financière » fut tout aussi calamiteuse pour la santé du système bancaire, dopé à l'insu de son plein gré ! L'accoutumance au produit dopant est toujours si rapide... Cette « drogue » d'un genre nouveau fut à la fois un euphorisant et un puissant somnifère ; le meilleur et le pire. Euphorisant, sans conteste : grâce à l'exubérance irrationnelle de la finance mondiale, nos pays riches ont connu une expansion économique hallucinante ces vingt dernières années. Les citoyens des pays occidentaux, au premier rang desquels les Américains, ont pu constater la forte hausse de leur niveau de vie. Mais la pièce en or massif possède son revers ! Les autorités de contrôle se sont laissé endormir. Elles ont laissé gambader les agences de notations ! Il faut dire que ces autorités ne comprenaient plus rien à la complexité des produits bancaires d'un genre nouveau ! L'incompétence est dure à avouer. Alors, elles ont laissé faire. Le sommeil plutôt que l'aveu...

Je me suis évertué modestement, dans cet ouvrage, à ouvrir des pistes. Non, pas des explications sur les raisons de la crise. Non, pas des avis tranchés sur sa durée et la reprise. Je n'en ai pas les compétences. Je ne suis pas un expert !

J'ai seulement pris une hypothèse de départ à laquelle je crois fermement : demain, après cette crise mondiale d'un type nouveau, où tous les grands pôles économiques de la planète ont sombré ensemble... demain, rien ne sera plus comme avant... bouleversements économiques, géopolitiques, basculements aussi des habitudes de notre vie quotidienne... Rien ne va résister à la tornade dévastatrice et salvatrice de l'après-mondialisation ! Jusqu'à notre manière de consommer et donc notre rapport à l'argent qui vont changer. Que dire de cette génération, souvent laissée pour compte, qui veut avoir le droit de télécharger gratuitement sur son MP3 ou son iPhone les musiques de son choix, mais qui exige d'être payée si elle passe par la case « stagiaire » ? Je pose la question avec provocation ! Quel modèle économique induit-elle ? Celui du gratuit ou du payant ?

La consommation du gratuit fait partie, depuis l'avènement du tout Internet, de l'ADN de cette génération plongée dans le chômage. Faute de moyens financiers, elle n'a souvent pas d'autres choix. Mais c'est bien le rapport de cette génération à l'argent, à la consommation, à son intégration dans le monde du travail qui sera totalement modifié après le passage de ce « cyclone financier ».

La crise économique souligne la nécessité absolue d'une croissance différente qui sera fatalement moins polluante. Il y a sans doute un point commun entre les phénomènes climatiques de grande ampleur et les crises économiques et financières : ils sont de plus en plus fréquents et font de plus en plus de dégâts.

En commençant ce livre, j'avais consacré un chapitre d'anticipation au « grand retour des emprunts nationaux » pour soutenir l'investissement partout en Europe. Les États-Unis, eux, possédant la « planche à billets verts », n'avaient pas besoin de pareil artifice ! J'écrivais alors qu'en France, par exemple, un « emprunt national », comme à l'époque de Pinay ou de Balladur, coûterait *in fine* bien cher à l'État. Mais je notais aussi dans ce chapitre que « la cohésion sociale avait un coût (le taux d'intérêt indexé dudit emprunt), mais qu'elle n'avait pas de prix ! ». J'avais imaginé en avril 2009, dans l'ébauche de ce livre, un emprunt national (ni « petit », ni « grand ») ; Sarkozy l'annonçait à la fin juin, après celui d'EDF, qui sollicitait aussi l'épargne populaire.

Il y a de la communication politique dans cette décision du Président. Mais, il y a aussi l'idée que la nation doit faire face ensemble au tsunami économique en investissant (quitte à accroître encore le déficit et la dette) dans les secteurs les plus innovant et les plus prometteurs en emplois. L'investissement dans la cohésion

sociale n'est jamais un investissement stérile. Il solidifie à moyen terme un sentiment d'appartenance nationale. Un sentiment essentiel après une guerre comme après une grave crise économique. Un sentiment porteur alors que la construction européenne semble se déliter et l'idée d'un peuple européen céder du terrain au retour de la souveraineté nationale.

Je vous fais donc grâce de ce chapitre que j'avais testé auprès de certains « experts économistes » qui avaient rigolé poliment à l'évocation de ces quelques lignes sur les vertus d'une large sollicitation de l'épargne française. Vous ne le lirez donc pas ! Sarkozy a depuis lancé l'emprunt en en confiant la mise en place à la commission Rocard-Juppé !

Mais j'ai acquis une certitude : sans doute un ou deux chapitres de ce livre se révéleront à leur tour judicieux et pas trop éloignés de la réalité qui nous attend dans quelques années. C'est tout le mal qu'il faut souhaiter aux fruits de ces réflexions.

Le G20 de Londres avait été perçu comme l'alpha et l'oméga de la réforme du système financier mondial qui avait entraîné la grave crise économique de ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. Mais en réalité (en témoigne la fin de la liste noire des paradis fiscaux une semaine après ce G20 !), on peut parier que les plus grands changements dans les années qui suivront la grande dépression de 2009 ne

toucheront pas le système financier et bancaire... Simple contradiction apparente d'un monde capitaliste qui est pourtant passé très près de son implosion finale ! L'axe Paris-Berlin-Londres sur l'encadrement des bonus des traders avait redonné quelques couleurs à la régulation avant la nouvelle réunion du G20 à Pittsburgh. Obama et son administration ont promis de suivre mais sans donner de chiffres. Washington semble enclin à appliquer les recommandations bancaires européennes dites de « Bâle II » : un niveau de fonds propres bancaires différenciés selon l'activité de l'établissement... Nous verrons bien !

Les changements les plus profonds seront, sans doute, périphériques et pourtant déterminants pour le cœur même du système économique mondialisé. Ils toucheront la consommation des ménages, le niveau de l'inflation, la profonde mutation de la Commission de Bruxelles, le retour de l'analyse marxiste dans les manuels d'économie ! Le triomphe du Brésil... Sans parler de la réactivation de l'axe germano-russe ou germano-soviétique suivant que l'on soit ou non un adepte de l'éternel recommencement de l'Histoire...

J'ai consacré à chacun de ces changements, de ces bouleversements, que je crois inévitables, un chapitre court en y mélangeant des faits avérés et de l'analyse personnelle.



Ce sont ces changements, ou d'autres, que peu d'experts prévoient aujourd'hui (mais encore une fois, avaient-ils vu venir la tornade de la titrisation des fameux *subprimes* américains ?) qui vont inévitablement modeler le monde du lendemain.

Après la crise, rien ne sera plus comme avant. On avait imaginé un monde sans pétrole avec un secteur bancaire réformé et humble... On va vite prendre conscience que les plus grands changements sont bien loin de ce que les experts les plus sérieux et les plus compétents ont imaginé. Ce sont pourtant bien ces changements qui redistribueront les cartes économiques et les rapports sociaux dans le monde. L'outil Internet a transformé le monde et ses reliefs de communication en un monde plat et linéaire où information et rumeur, sans distinguo, circulent à la vitesse de la lumière. Un écueil supplémentaire pour la survie du modèle démocratique. Ces changements ont pris finalement tout le monde de court. Certains plus que d'autres. Le monde est tourneboulé. Il tourne sur un axe d'après-crise forcément différent. Les « dinosaures du capitalisme » sont en voie de disparition. Leur monde ne sera plus le même. De nouvelles « races » de nations se lancent dans la course aux profits. Et ainsi redonner du ressort au capitalisme, seul système mondial encore en vie, faute d'autres combattants !

À la fin du mois de juin 2008, raconte le *Financial Times*, Sa Gracieuse Majesté, Élisabeth II, s'était rendue dans l'incomparable London School of Economics.

Ce temple britannique du savoir économique, fondé en 1895, peut s'honorer de compter dans les rangs de ses gloires anciennes quatorze Prix Nobel et une bonne quarantaine de chefs d'État et de gouvernement. Lors de cette visite royale, alors que le monde économique et financier tremble sur ses certitudes et craint une faillite de son système bancaire, la reine fait preuve d'une lucidité implacable et interroge sur la crise financière les experts qui la saluent : « Comment se fait-il que personne ne l'ait prévue ? »

Un an après, presque jour pour jour, Nicolas Sarkozy, devant le Congrès réuni à Versailles, le 22 juin 2009, déclare : « Considérer la crise comme une parenthèse qui sera bientôt refermée, faire comme si tout devait recommencer comme avant, se comporter comme avant, avec les mêmes critères, les mêmes méthodes, serait une erreur fatale. »

Boulogne, le 30 septembre 2009